

André Brie, Notes de journal, voyage en Israël et en Palestine, le 9 au 12 avril 2006

« Connecting people ». Trois journées sans espoirs

Après qu'une nouvelle guerre entre Israël et le Hisbollah au Sud du Liban ait enflammé l'été et que des fissures aient éclatées au sein du gouvernement palestinien, ces notes de journal, écrites par André Brie, sont toujours à propos. Il explique clairement, pourquoi la paix au Proche Orient ne peut pas être achevée sans la reconnaissance mutuelle des deux côtés : arabe-palestinienne et israélienne.

Le 9 avril, la nuit sur l'aéroport de Frankfort

Cela sera, comme il y a quelques semaines en route vers l'Iraq, encore une nuit dans l'avion et mon cœur n'est pas plus léger qu'alors. Combien de fois depuis le début de 1992 j'ai été en Israël et en Palestine. Les années d'espoirs sont longs passés.

Depuis la victoire du Hamas aux élections palestiniennes au début de l'année le dilemme est complet. Il y a un an et demi que j'étais pour la dernière fois en Israël et en Palestine. Déjà alors il n'y avait guère de raisons pour être satisfaits. Maintenant dans une région où cela ne sembla encore et encore pas possible, les choses seront changées, comme déjà tant de fois avant, vers le pire, car Israël aussi mise manifestement sur l'escalade et sur une « solution » unilatérale, qui n'en sera pas une, mais uniquement l'incorporation de grandes parties des territoires occupés, Jérusalem et la vallée fertile du Jourdan inclus, tandis que le reste des territoires inhospitalières palestiniennes seront morcelés dans des Bantustans incapables à une survie autonome. Le sort d'Israël en tant que État démocratique et la libération du peuple palestiniens d'une occupation qui a déjà duré des décennies sont inséparablement liés l'un à l'autre. Mais cela est la conséquence abstraite, qui est submergé sans espoir dans la violence des deux côtés ainsi que dans la politique israélienne d'expansion et d'expropriation et dans le fondamentalisme du Hamas et d'autres groupes palestiniens. Où est-ce que quelqu'un comme moi avec ses sympathies pour une Palestine libre et un Israël en sécurité devrait-il se mettre ?

Les élections palestiniennes étaient – aussi suivant l'appréciation des observateurs internationales des élections – les premières élections démocratiques et justes dans un pays arabe. Pourtant avec le résultat apparemment personne n'est satisfait. La victime tragique est l'idée de la démocratisation dans le monde arabe. Les demandes internationales adressées à l'Hamas – reconnaissance du droit à l'existence d'Israël et des résultats des négociations jusqu'ici ainsi que renonciation à la violence – sont naturelles et nécessaires. Pour beaucoup de Palestiniens et Palestiniennes leur propre vote est encore plus problématique. Avec l'Hamas une organisation avec un image réactionnaire des femmes a vaincu ; le paysage séculaire et pluraliste intellectuel et culturel est déjà maintenant menacé par l'extrême volonté de censure du nouveau ministre de la culture ; la législative et le gouvernement d'un côté ainsi que président et OLP de l'autre (où le Hamas n'est pas membre, mais qui au plan international, souvent aussi diplomatique, est reconnu comme le seul représentant légitime des Palestiniens) s'opposent avec hostilité ; avec l'élimination du support financier par les Etats-Unis, l'UE et le Japon pour l'Agence de l'Autonomie palestinienne ainsi que le blocus des impôts et des douanes palestiniennes par Israël la situation économique et sociale, désastreuse de toute façon, se détériore encore une fois de manière dramatique, bientôt il y aura une menace de chaos politique et guerre civile.

C'est une politique qui provoque précisément ce que l'on a toujours supposé de pire de l'autre. La victoire électorale du Hamas a de raisons diverses. Pas en dernier lieu, c'est une réaction à la faillite politique et économique de l'ancienne administration du Fatah et de sa

corruption. Mais c'est aussi une réponse désespérée à l'humiliation et l'ignorance de l'ouest face aux Palestiniens et de leur détresse élémentaire. A Bruxelles, à Washington et à Tokyo, les politiciennes et les politiciens prennent leurs décisions à la table verte, sans s'occuper de la situation sur les lieux. Il faut pourtant voyager pour connaître la misère de ces gens et de concrètement vivre les conséquences impitoyables et totales du mur israélien et de la clôture de sécurité, qui ne sépare que partiellement Israël et Palestine l'un de l'autre, beaucoup et même dix mille fois de plus les palestiniens les uns des autres et de leurs parents, leurs champs, leurs marchés, leurs emplois, leurs écoles et de leurs hôpitaux. La sécurité d'Israël, son développement libre et démocratique sont un axiome de toute politique internationale responsable. Mais deux sortes d'échelles face à Israël et face aux Palestiniens en ce qui concerne l'obéissance aux lois internationales, aux résolutions du Conseil de Sécurité, de la « Carte de Route » et des droits de l'homme ne seront pas acceptables et politiquement justement contra-productives, s'il doit vraiment y être question de démocratie et de préparation au compromis sur le côté palestinien. Il faut aussi prendre en compte, ce que l'arrêt des aides financières de l'ouest signifiera concrètement. Ils ne s'adressent après tout pas au gouvernement mais à un peuple qui souffre de conditions politiques et sociales terribles. Il est vrai, mais bien trop facilement dit, que l'on ne peut pas appuyer un gouvernement qui ne renonce pas à la terreur. Mais pourquoi est-ce que l'on ne pense pas à financer immédiatement des projets civils, économiques et humanitaires et de payer l'argent à travers la Banque Mondiale de telle manière que les employés, bien plus de 150.000, de l'Administration autonome palestinienne reçoivent leurs salaires directement ? Cela concerne des milliers d'enseignants, de médecins, d'employés administratifs, de policiers. Les familles inclus l'on parle de l'existence sociale d'à peu près d'un million et demi de gens. Est-ce que quelqu'un peut avoir un intérêt après tout dans une guerre civile entre les forces palestiniennes de sécurité encore dominées par le Fatah, qui n'ont plus reçus leurs salaires depuis mars, et le Hamas ? Est-ce que nous nous sentirions alors confirmés dans la croyance, que les Palestiniens ne sont ni capables à la démocratie ni à la paix ? Que l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Russie ou Qatar s'engagement financièrement ne rend la situation pas meilleure d'un sou. A mon opinion, les demandes justifiées adressées au Hamas ne seront effectives que quand il y aura des demandes semblables aussi à Israël et à la communauté européenne.

Allons-y ! Au moins je participerai, ensemble avec quelques autres députés du Parlement européens, aussi à la lancée d'une nouvelle initiative de paix par des officiers israéliens et de soldats et des lutteurs palestiniens (« combattants pour la paix »). Pourquoi auront nous moins d'optimisme que ceux, qui ont mené une guerre les uns contre les autres et ont le courage maintenant de se libérer ensembles de la spirale de la violence mutuelle ?

Le 10 avril, huit heures trente

Quelque peu fatigué, mais pas préparé à dormir je suis assis dans le lobby du hôtel « Ambassadeur », où j'ai vécu aussi il y a un an et demi, et attend mes collègues, qui sont arrivés déjà hier et qui sont encore en train de prendre le petit déjeuner. Le premier rendez-vous serait à neuf heures : une rencontre avec des diplomates des États européens dans le Jérusalem de l'Est.

Mike vient de me chercher à l'aube de l'aéroport. C'était bien de voir son visage familier et de sentir sa cordialité, bien qu'il avait fallu, qu'il attende deux heures jusqu'à mon arrivée. Brièvement après le départ à Francfort, le capitaine avait fait rapport : il n'était pas possible de remonter le train d'atterrissage ; l'on allait essayer en contact avec les techniciens de trouver le dommage et de le remédier pendant le vol. Cela n'avait pas réussi. Quarante minutes après nous étions retournés pour redémarrer avec deux heures de retard après la réparation.

Pendant le trajet d'une heure vers le Jérusalem de l'Est j'avais constamment le sentiment que le pays était changé en comparaison à mes visites antérieures. L'on ne peut pas voir les changements politiques, mais la propre vision pourrait être troublée par les propres sentiments et réflexions. Alors je réalisai que je n'avais encore jamais été ici en printemps, toujours ou bien pendant l'été chaud et sec ou pendant l'hiver proche-oriental quand de larges parties du pays sont étendus bruns et secs. C'était le vert intensif, la diversité des arbustes et des arbres, l'herbe haut et frais, le coquelicot d'un rouge profond, qui a même transformé les montagnes calcaires tout autour de Jérusalem. L'hiver long allemand et le printemps toujours indécis de cette année m'avaient certainement rendu encore plus sensible à la richesse ensoleillée et verte de ce matin.

Dix heures

La rencontre avec les diplomates européens a été informative. Ils savent tous ce que signifie la limitation drastique des aides financières pour les palestiniens et les palestiniennes qui en vue de leur économie détruite par Israël et surtout par le mur dépendent complètement de l'aide extérieure financière et humanitaire. Bien sûr, ils sont prêts à recracher les arguments de leurs gouvernements. Ils ne sont après tout pas complètement faux : le nouveau gouvernement palestinien ne répond pas aux demandes de l'UE de reconnaître l'Israël et les accords internationaux et de réaliser une renonciation effective à la violence. Mais politiquement le blocage financier sera un désastre ; il procurera au palestinien le sentiment d'être pénalisés collectivement (en surcroît pour un résultat électoral de mon point de vue incommode mais démocratique) et humiliés et apportera encore plus d'appui au Hamas. Socialement et politiquement il est catastrophique pour la Palestine. La Palestine a reçu 280 millions d'Euro en 2005 par l'Union Européenne. Un diplomate français était de l'avis : « L'on ne devrait pas détruire tout ce que nous avons bâti ici et les partenaires ont été perdus ou ne sont plus au pouvoir. Pas tout n'est une conséquence de la victoire du Hamas. La situation est exacerbée par la politique israélienne de la construction du mur, des barrières et des contrôles, des expropriations, de l'appropriation des impôts et des douanes par Israël et des possibilités de travail largement éliminées pour les Palestiniens en Israël devient de pire en pire. » Un Danois : « Il n'y a presque plus de temps. Beaucoup dépend des prochains pas de l'Hamas et d'Israël. Pour la population, cela deviendra dramatique très rapidement. Il y a une menace de crise socio-économique et humanitaire. La bande de Gaza est de fait fermée après le retraitement de ses groupes par Israël. Depuis le vendredi dernier, Israël a lancé plus de mille grenades et de missiles sur ce territoire. Des transports internationaux d'aide sont régulièrement bloqués. Les scénarios de la Banque mondiale qui nous sont présentés sont extrêmement négatifs. Nous ne savons non seulement pas quand viendra le collapse. » Pourtant il n'y a pas de plan « B » comment aider la population lorsque le Hamas n'abandonnera pas, n'existe pourtant pas. Nous discutons aussi des doubles échelles de l'UE face au gouvernement israélien et palestinien et l'absence de demandes aussi claires de l'UE aux gouvernements israélien. La réponse à tous nos arguments était un serment de honnêteté : « Soyez assurés, que nous voyons tous cela comme vous. Le plus grand problème est le manque d'influence sur Israël. Nous ne sommes pas de politiciens, mais des diplomates. Des contacts au gouvernement Hamas nous sont défendus. Vous, les parlementaires avez plus de pouvoir de changer la politique. » Mes collègues et moi réagissons avec un rire amer. Le Parlement Européen est consulté dans cette affaire ni par la commission ni par les gouvernements.

En route à Ramallah

Surtout j'ai appris à connaître en 2004 l'étendu du mur, des clôtures de sécurité, des blocages israéliens, des expropriations, de la destruction de maisons palestiniennes, de rues défendues aux Palestiniens au sein des territoires occupés et autres chicanes et humiliations ainsi que les effets horribles sur la vie économique et toute entière des hommes. La confrontation avec

l'Hamas et son fondamentalisme est indispensable. Mais de la façon dont elle est menée par Israël, les Etats-Unis et l'Union Européenne elle ne peut que signifier encore plus de fréquentation pour des forces extrémistes.

Il est difficile de prendre des notes dans un bus secoué, surtout de celles, que je puisse déchiffrer encore après un certain temps. Bien une impression, que j'aurais absolument voulu retenir m'a échappé car après je ne pouvais lire ni mon écriture, ni pouvais me rappeler dont il s'agissait. Du Jérusalem de l'Est à Ramallah nous sommes allés pour un temps, jusqu'au point de passage de Qalandiya, le long du mur, qui ici est haut d'à peu près 4 ou 5 mètres, se trouve sur le territoire palestinien et se situe au milieu de cette rue – une moitié de la rue peut être usée par les palestiniens, l'autre, au-delà du béton uniquement des Israéliens et des gens qui ont une permission spéciale de résidence pour le Jérusalem de l'Est. Il y a encore deux petites brèches par lesquelles des enfants palestiniens, contrôlés par des policiers ou des soldats, peuvent aller à leur école de l'autre côté. Aussi ces passages seront fermés bientôt. Les énormes éléments de béton destinés à cette fin attendent déjà.

Peu avant onze heures trente

Nous sommes dans la Muqata, qui avant était une prison, et qui a encore l'air de ça, avant le quartier principal d'Arafat, maintenant celui d'Abu Mazen (Mahmud Abbas). L'un des ses collaborateurs nous raconte, qu'il a été enfermé ici pour sept ans. Les barricades que les forces de sécurité palestiniennes avaient érigées pour la protection d'Arafat ont disparues. Depuis le bombardement par les militaires israéliens quelques parties d'immeubles ont été reconstruites mais tout à l'air désolé et provisoire. L'adresse d'un des membres de la délégation de négociation de l'OLP (avec Israël), que nous écoutons le premier, nous impressionne tous. L'homme parle un Anglais formidable, argumente de façon substantielle, riche en faits et différenciée. De toute façon les collaborateurs de cette agence ont la réputation internationale d'être excellemment instruits et compétents. Ce que l'on ne peut pas voir ainsi en route, devient clair de façon angoissante sur les cartes traçant le cours du mur : Les murs, les colonies juives et leurs routes d'accès avancent de plus en plus dans les territoires occupés et séparent les territoires de résidence palestiniens. La ville de Bethlehem aussi, administrée par l'autorité palestinienne d'autonomie, au Sud de Jérusalem, est entre temps encerclée par des murs et des routes défendues. Ses résidentes et résidents sont coupés des hôpitaux, des écoles et des emplois dans le Jérusalem de l'Est seulement distant de quelques kilomètres. Comme 30 à 40 pourcents de toutes les activités économiques de la Palestine tombent sur Jérusalem de l'Est, les conséquences pour les gens à Bethlehem et les autres cités palestiniennes encerclées sont horrible, d'autant plus que toujours davantage de terrains et de territoires dans la métropole et autour d'elle sont expropriés et attribués aux colons juifs. Même si une partie du Jérusalem de l'Est serait un jour offerte par Israël comme capitale palestinienne, cela est déjà mis en évidence par la politique de colonisation israélienne maintenant, ce serait un territoire petit, isolé et tout à fait encerclé par les résidences israéliens. La « solution » unilatérale contre laquelle met en garde Olmert probablement résulterait dans une division en trois ou quatre du territoire palestinien et l'annexion permanente de presque la moitié des territoires occupés. Les Palestiniennes et Palestiniens seraient enfermés dans la bande de Gaza extrêmement densément peuplée, la région autour de Janin et Nablus au Nord, qui possiblement par le mur inséré profondément dans l'est vers la cité juive d'Ariel serait encore divisé de Ramallah, l'exclave de Jéricho à l'est ainsi que dans la région autour de Bethlehem et Hebron au sud. Je ne trouve pas d'autre mot pour cela. Notre rapporteur conclut sa présentation avec une phrase sinistre : « L'on nous ne remarque nous les Palestiniens, uniquement quand nous faisons du bruit. »

A douze heures nous rencontrons le président des Palestiniens, Mahmut Abbas

Avec Arafat, nous nous étions toujours dans une petite chambre, meublée de façon spartiate, décorée uniquement du drapeau palestinien, d'une image de la Mosquée d'Al Aksa et du kitsch abominable que lui avaient amené en cadeau les délégations étrangères. Personnellement il a apparemment vécu de façon modeste. Mahmut Abbas préfère un espace plus représentatif avec des fauteuils de cuir bruns et massifs. Il ne dit rien de nouveau, tient levé des cartes, montrant les pertes de territoires des Palestiniens depuis 1948 et le plan de colonisations actuelles d'Israël, par lesquelles aussi les territoires occupés en 1967 sont à un large degré expropriés. Il refuserait chaque pas unilatéral par Israël. Une exception serait seulement un retrait de la bande de Gaza. Il ne pourrait y avoir une exception que par le chemin de négociations. La victoire électorale du Hamas n'y changerait rien non plus. Premièrement, d'après lui, uniquement l'OLP est la représentante internationalement reconnue du peuple palestinienne et partenaire de négociation d'Israël et non pas l'autorité palestinienne d'autonomie. Deuxièmement, le gouvernement est, suivant lui, un gouvernement du président et doit surtout dans ces questions respecter sa volonté et son rôle en tant que président élu des palestiniennes et des palestiniens. Troisièmement, ce serait naturel, que le Hamas devrait reconnaître Israël, la Carte de Route et d'autres accords internationaux ainsi que la renonciation à la violation. En plus, le Hamas s'était tenu depuis plus d'un an et demi aux ainsi- dits accords de Caire de ne pas commettre d'attentats suicidaires. L'initiative commune arabe incluait de toute façon la normalisation des relations des États arabes et islamiques à Israël. Il faudrait distinguer entre l'Hamas en tant que mouvement islamique et le gouvernement mené par le Hamas, qui pourrait et devrait agir pragmatiquement. Les terminaisons d'aide financières internationales et de virements israéliennes, l'arrêt de livraisons de carburant par Israël et les blocages intensifiés auraient déjà menés à une réduction dangereuse de la vie économique toute entière dans les territoires occupés. Abbas au cours de toute la discussion a l'air étrangement calme. Il parle du collapse imminent économique et sociale, du chaos politique, quand je lui demande, aussi du fait que les salaires défallants pour les forces de sécurité pourraient mener au conflit avec le gouvernement, mais lui-même en vue de ses perspectives dramatiques ne montre pas d'inquiétude du tout.

Encore une fois devant la Muqata nous rencontrons par hasard Yassier Abbed Rabbo, l'initiateur palestinien de l'initiative de paix de Genève, que j'avais quand même accompagné avec pas mal d'espoir il y a plus de deux ans. Il est très pressé. Son opinion au sujet du Hamas est clair : « L'Hamas attend la révolte des masses arabes et islamiques. Cela est leur unique concept. Mais ce que nous allons recevoir c'est tout au plus la révolte de masses palestiniennes affamées et désespérées. »

Hier, l'on dit, il y a eu 25 degrés à Jérusalem. Aujourd'hui il est sensiblement plus frais et il y a du vent. Des nuages gris passent au-dessus de Ramallah. Ma chemise à manches courtes (j'avais fait confiance au service de météo du Internet) n'est pas une bonne idée.

13 :25 heures : Riwaq

Luisa bien sûr nous a entraîné pour un saut chez ces amis de l'institut culturel de Riwaq, il faut qu'il y ait ce temps en chemin vers Anata. Je suis heureux. C'est ici que je me suis sentie si bien il y a un an et demi. Et l'amitié ouverte se sent tout de suite de nouveau. Dr. Zuad Aviry s'extasie pour le travail de son institut, lequel entre temps a saisi 52.000 bâtiments historique en Palestine par ordinateur, non seulement pour maintenir leur beauté et l'histoire et l'identité palestinienne, mais surtout pour restaurer de tels bâtiments pour le développement socio-culturel de la société contemporaine, surtout des gens désavantagés, et pour les utiliser d'une manière vivante. Il n'y avait l'« agression des bulldozers » non seulement du côté israélien ; nous devrions seulement regarder le béton sans forme et quelconque des nouveaux bâtiments dans les villes palestiniennes. Il est soucieux, son appréciation est pessimiste, mais il sourit et de cette façon n'a pas du tout l'air découragé : « Aux élections j'ai appuyé la liste 'troisième

chemin'. Nous ne savons pas très bien, ce qui viendra maintenant. Nous approchons des temps dramatiques. Probablement l'extrémisme montera. L'Hamass abandonnera dans deux, trois mois. Les problèmes sont beaucoup trop grands pour qu'ils puissent les résoudre. Ça pourrait devenir très violent, et si les États-Unis veulent mobiliser la société civile palestinienne contre le gouvernement ou mettre la société civile à la place du gouvernement, cela deviendra dangereux sous nos conditions, un jeu stupide et bête. Ce sont des temps sinistres. Mais nous n'abandonnerons pas, pas nous de toute façon ! »

Après 20 minutes ça continue

Maintenant Luisa n'a plus de temps. A trois heures nous sommes attendus à Anata, au meeting israélo-palestinien des « Combattants pour la paix ». Mais dans un petit bistro en Alin Bireh, elle nous donne au moins la chance de boire un verre d'eau ou de jus et un falafel avec viande et salade (pour moi avec une sauce âpre). Dans les territoires palestiniens en déprime économique, surtout dans cette petite ville, l'invasion de cette horde d'Européens gloutons est un cas inattendu de chance pour le propriétaire. Mon ami Helmuth Markov, qui s'efforce de tenir le régime à Bruxelles, n'aurait pas du tout de problèmes de perdre du poids sur un voyage avec Luisa. Dans le bus nous mangeons des fraises pas lavées d'un sac, certainement un peu osé du point de vue hygiénique dans ces largeurs, mais ils ont le goût délicieux de celles à la maison du jardin de juillet pas de celles que l'on peut acheter aussi tout le long de l'hiver au supermarché et que l'on peut confondre dans la bouche avec des concombres ou des tomates hollandaises.

Mike nous montre en chemin une clôture israélienne de barricade qui court loin autour d'une cité juive au milieu des territoires occupés. Suivant une motion des colons, la Cour Suprême d'Israël a décidé que le mur doit courir dans une distance d'au moins 500 à mille mètres des cités. Pour les villages et les villes palestiniens cela ne vaut pas. Là les maisons se trouvent souvent dans l'ombre du béton haut de six à huit mètres ou des maisons résidentielles sont même explosées à cette fin, des entières parties de ville sont séparées les unes des autres.

Nous sommes à temps à 15 heures à Anata

Les nuages se sont retirés. Maintenant le soleil brille, et il est devenu très chaud. La cour de l'école d'Anata a été choisie pour le meeting, puisque le mur ici, je suppose haut de huit mètres, court à travers elle et borde immédiatement au bâtiment de l'école. A ma droite les travaux de construction pour le compléter continuent. 400 personnes à peu près se sont rassemblées ici, des Palestiniens et des Palestiniennes, des Israéliens, qui sont venus par bus. Muhammed Hasan Imran, le maire, nous accueille nous aussi. Dans son bref discours, il décrit la situation de la ville : « Anata pour plus de cent ans appartient au district de Jérusalem. Maintenant une partie appartient à Jérusalem, l'autre, en dépit de la grande distance, à Ramallah. Le plan maître israélien a tourné la ville dans un ghetto, encerclé par le mur de la discrimination de toutes les quatre côtés. Le chômage s'élève à 60%, les familles sont séparées, deux des trois écoles ont été confisquées pour la construction du mur. Nous vous appelons à des efforts communs pour un État indépendant palestinien avec Jérusalem en tant que capitale et pour la paix dans toute la région et partout au monde. »

Alors parlent ceux des hommes, qui encore très peu avant avait dirigés les armes les unes contre les autres et maintenant veulent combattre ensemble pour sortir de la violence. Bassaam Aramin est un Palestinien de 30 ou peut-être déjà de 40 ans avec moustache et cheveux rasés court et un peu grisâtres sur les tempes, a épaules larges qui parle avec confiance et durant l'interprétation vers le Hébreux regarde fièrement dans le public. « Soyez bienvenus sur le terrain de jeu de ce collègue (école secondaire) qui par le mur du racisme a été tourné dans le 'champ secondaire de détention'... Presque tous les jours ce terrain de jeu est converti dans un terrain de jeu de l'oppression, du gaz lacrymogène et d'emploi d'armes à feu

par les soldats d'occupation, les gardiens de ce mur. » Bassaam Aramin raconte de la lutte armée et civile contre l'occupation, des justifications des deux côtés pour des actions de violence et de sa conviction, que la lutte pour une Palestine libre et indépendante dans les frontières du 4 juin 1967 est juste. « Je me souviens de ma première rencontre avec les soldats Zohar, Noam, Allik et autres, plein de suspicion et de peur. Je ne puis plus croire cela aujourd'hui. Un an plus tard nous sommes convenus ici pour renoncer à grande voix à l'occupation et à la violence. J'appelle mon peuple palestinien et le peuple israélien de nous joindre dans notre bataille pacifique pour en finir avec l'occupation au bénéfice de nos deux peuples. »

J'avais déjà rencontré Zohar Shapira lors de ma dernière visite. Il appartient aux soldats et aux officiers israéliens qui refusent le service dans les territoires occupés. Je note encore une fois qu'il a l'air d'un soldat d'un livre à images militaires. Peut-être cette impression me semble importante, parce que ces jeunes hommes courageux israéliens sont tout à fait autre chose que des marginaux. Le changement de ses convictions est fondé profondément et de façon émouvante : « En mars 2002, je me trouva au lieu où, dans la rue du Roi George à Jérusalem, il y a avait eu lieu un attentat terroriste. Entre les corps, les bras et les jambes déchirés j'essayai d'aider un gosse de six ans, qui avait reçu une blessure sévère à la tête. Quelques semaines plus tard j'étais réquisitionné à l'opération militaire « Defensive shield » (bouclier protecteur) pour 'défendre la patrie' comme disait mon commandeur. Une nuit dans le jardin d'une maison près de Nablus je me trouvais tirant au-dessus de la tête d'une fille de sept ans qui était debout à 10 mètres de moi. Ce n'était que la proximité temporelle de ces deux événements, qui m'a clarifié que la violence israélienne provoque la violence palestinienne et que de telle façon il en résulte un cercle vicieux de sang et de revanche. Je sentis que je ne peux pas arrêter un crime de guerre en commettant un autre. Ensemble avec 12 autres soldats et officier de mon unité, de l'unité de commande Matka'l, nous avons dit « Non ». « Non à l'oppression de millions de palestiniens innocents, non au refus de leurs droits, non au cycle insensé de la violence.' La décision de ne jamais plus franchir la ligne verte (vers les territoires occupés) était mon premier pas sur un nouveau chemin du lutteur au lutteur pour la paix. Il y a un an, j'ai osé un autre pas. Je me suis décidé à franchir la ligne verte, mais à cette fois-ci non pas avec l'arme en main mais en étendant la main pour la paix. Ensemble avec d'autres objecteurs de conscience israéliens nous rencontrâmes Suleiman, Basem, Abed et beaucoup d'autres lutteurs palestiniens. La plupart d'entre eux avait été pour beaucoup d'années dans des prisons israéliens, après qu'ils avaient luttés violemment contre l'occupation, une lutte pour la liberté palestinienne. Nous sentiment bientôt, que nous avons plus en commun que des choses qui nous séparèrent. Sur cette base nous avons fondés ensemble les 'combattants pour la paix'. Je voudrais vous lire quelques lignes de notre déclaration :

- Nous ne croyons plus que le conflit peut être résolu avec les moyens de la violence,
- Nous croyons que la spirale de la violence n'en finira pas aussi longtemps que nous ne nous engageons pas pour la fin de la violence et de tous les actes de violence.
- Nous demandons la construction d'un État indépendant palestinien à côté d'Israël. Les deux États existeront paisiblement et en sécurité l'un avec l'autre.
- Nous agissons sans violence et nous appelons les deux sociétés à la non- violence.

Dans l'année passée nous avons organisé presque dix ateliers dans lesquelles nous avons traité entre autre la définition de la violence, le changement de la violence à la non- violence, la signification de nos biographies personnelles, la signification de la liberté personnelle et collective. En plus nous avons tenus des discours, dans lesquelles les membres du groupe, les palestiniens et Israéliens, ont raconté leurs histoire et l'histoire de leur groupe, pour réfuter le cliché qu'il n'y avait « pas de partenaire » là et pour mettre en cause la tendance actuelle de politiques unilatérales. Ce long processus a créé un groupe ferme, formé de la confiance entre des gens, qui il n'y a pas si longtemps avaient encore tirés les uns aux autres. »

Naom Hayut rapporte de façon semblablement émouvante: « J'ai servi pendant 5 ans dans l'armée, d'abord en tant que soldat dans le commando de Nachal, puis en tant que conducteur de train et en tant que chef de compagnie substituant dans le bataillon Nachal Granite. Ma vue du monde a toujours été contre l'occupation, mais je croyais, que les décisions du gouvernement et de l'armée dans la démocratie israélienne étaient là pour les civilistes et que je devrais être le mieux en tant que soldat : loyal, obéissant et professionnel. Quand éclata la présente Intifada, j'étais sur un stage d'éducation d'officier si bien que j'ai participé à la plupart des luttes dans les territoires occupés en tant que officier et pas en tant que simple soldat. J'étais partout dans les territoires occupés au cours de mon service : dans la bande de Gaza et dans les villages et les villes du West Bank. Tous les jours je protégea des barricades et des points de contrôle, arrêta des hommes recherchés, garda des postes de contrôle, occupa des maisons résidentielles et conduisit la recherche d'armes et de munition. Durant l'opération « Bouclier protecteur » je participai dans des arrêts de masses dans les camps de réfugiés de Janin et de Tul Karem et dans la conquête de Ramallah. Pendant ce temps quand il y avait des attentats suicidaires presque tous les jours en Israël et je voyais mes soldats blessés et morts, je sentis plus que jamais qu'il fallait conduire cette guerre pour protéger la vie des civilistes israélien. Ce sentiment me rendait aveugle à la réalité, que je luttais tous les jours contre une population civiliste sans protection. Dans la confusion des expériences, je n'arrêtais pourtant pas de réfléchir sur la vie des palestiniens. Aujourd'hui je sais pourtant, que j'avais fini de réfléchir sur les Palestiniens en tant que hommes, qui avait un droit à leur dignité... Après la fin de mon service militaire je regardai dans le miroir et je ne voyais plus le Noam, que j'avais connu avant que je n'aie été recruté. Je regardai un monstre qui était capable de mettre en prison tout homme entre 15 et 50 sans regard à ce qu'il avait fait ; je voyais une personne qui pouvait détruire des maisons résidentielles sans broncher les sourcils. Moi, le fils d'un paysan, qui était enseigné de protéger des champs, était maintenant capable de commander aux bulldozers en train d'arracher des oliviers tout à fait anciens et de ne montrer aucune pitié quand un fellah pleura sur la propriété, qui lui était retirée violemment... Je ne suis pas un pacifiste et je sais qu'il y a des temps lorsqu'il faut appliquer de la violence pour défendre une personne ou un pays. Pourtant il est clair à moi : Si mon père était arrêté en plein milieu de la nuit uniquement à cause de son âge ou de son domicile, je me révolterai contre cela. Si je ne pouvais pas voyager dans le village proche pour visiter ma fiancée, j'offrirais de la résistance. Si j'étais isolé pour des mois en tant que punition collective, je monterai en rébellion. Si mon village, qui est situé à cause d'une cité avec piscine, ne recevait pas d'eau potable, je me révolterai. En disant cela, j'exprime ma profonde sympathie aux Palestiniens, qui sont assis ici avec nous, bien que cela soit justement la qualité de vie, que nous leurs offrons, et qui se sont décidé pour une lutte non-violente contre l'occupation et pour une coexistence en dignité. »

En plein milieu de son discours, la vie quotidienne au Proche-Orient nous rattrape d'une façon ridicule. D'abord il y a une détonation pas très forte, puis une tout à fait assourdissante. Une femme à côté de moi se jette immédiatement sur le sol d'une façon protectrice. La plupart des autres comme moi sont surpris et détressés. Mais ce n'étaient que des enfants, qui ont jeté une grenade de main d'imitation d'un toit à côté. Noam Hayut est resté calme au microphone. Il est probablement bien capable à distinguer des explosions innocentes et dangereuses. Il sourit. Après il continue de parler, imperturbable.

Avant les contributions suivantes un artiste palestinien et juif font de la musique ensemble. Dans cette région, beaucoup est possible, qui est tout a fait inimaginable dans la politique officielle des deux côtés.

Suleiman El-Khatib a l'air d'un jeune homme, mais il a certainement aussi déjà 30 ans. Il a l'air excité et lit son discours très vite d'une feuille. Déjà à l'âge de douze ans, il a commencé de prendre part dans la résistance contre l'occupation. Les terres de son père avaient été expropriées pour des colonies juives. A l'âge de 14 ans, il a été condamné à 15 ans de prison, parce qu'il avait agressé deux soldats israéliens. Dix ans et cinq mois il a passé en prison. La maison de sa famille avait été sellée pour la période entière (dans beaucoup d'autres cas l'armée israélienne fait sauter les maisons des membres de la famille). La prison devint son école. Il apprit l'hébreu et l'anglais aux autres prisonniers, ils lit des livres sur des révolutions antiimpérialistes, mais aussi sur Gandhi et Nelson Mandela : « Je commença à apprendre plus aussi sur des méthodes pacifiques de la lutte pour attirer l'attention du monde à nos revendications légitimes et la nature barbare et hostile de l'occupation et pour convaincre le public israélien d'appuyer la paix et les droits du peuple palestinien. Cette transformation n'était pas une conséquence de mes souffrances en prison, mais surgissait de la compréhension, que la violence mène à la violence et que le cycle de la revanche bloque toutes les sorties. » En 2004 Suleiman prit part à la première expédition palestino- israélienne au pôle du Sud. Pour la première fois il rencontra des Israéliens qui n'étaient ni des soldats ni des colons. Il demande : « Est-ce qu'il me fallait voyager si loin pour rencontrer des Israéliens ? Je crois, que nous devrions nous rencontrer ici comme nous le faisons aujourd'hui. »

Raed El-Hadar aussi a une telle histoire : « J'ai rencontré beaucoup d'Israéliens avant, à des conditions et à des temps peu réjouissantes, comme prisonnier je les ai rencontré en tant que gardien, et le juge d'instruction n'était pas sympa, c'est le moins que l'on puisse dire. La plus grande partie de ma vie j'ai passé en prison, comme la plupart de ceux qui sont aujourd'hui parmi nous. Mais aujourd'hui je rencontre Israël comme un égal et avec l'espoir commun de paix et de justice entre les deux peuples. »

Dans cette semaine et la fête chrétienne de Pâques. J'anticipe déjà joyeusement le long week-end avec ma femme et ma petite fille, mais maintenant je suis heureux d'être ici. La fête juive de Pessah qui fête l'exode de la servitude Egyptienne et le Jour palestinien des prisonniers cette semaine tombent dans notre semaine de Pâques. Haim Weiss nous rappelle : « Le fait, que nous ayons décidés de célébrer aussi bien la fête de Pessah que la fête des prisonniers palestiniens, exprime, que le droit d'un peuple à la liberté ne peut pas être garanti au dépens du droit d'un autre peuple... La conviction, que ma liberté ne subsiste que quand elle garantit aussi la liberté de ceux qui m'entourent, cela est nouveau pour moi. Dans les longues années de mon service en tant que soldat de char et d'officier dans les territoires occupés je n'ai pas reconnu cela. Une grande partie de mon service de défense, je l'ai passé aux divers points de contrôle en Judée et en Samara. Pour beaucoup de jours, j'étais debout heure pour heure au poste de contrôle et exécuta les commandes, que nous recevions. Lorsque je regarde en arrière aujourd'hui vers ce temps le pire me semble être, que tous les jours, j'ai pris à des milliers des gens non seulement leur liberté, mais aussi leur identité... Ma décision de ne plus servir aux postes de contrôle en particulier et dans les territoires occupés en général est en fait la décision de regarder les Palestiniens comme des humains dont chacun a une histoire privée et personnel, et je n'ai pas le droit de me mêler de cette histoire ou de la déranger. »

Luisa finalement parle elle aussi : « Vous soldats, combattants armés, perpétreurs et victimes, soyez notre espoir. Merci de votre leçon. » Elle trouve des mots beaux et corrects. Mais déjà à cet événement encourageant mon sentiment grandit déjà d'être dans la mauvaise région pour espoirs et solutions. Deux femmes allemandes, qui n'avaient entendu que spontanément de la manifestation et étaient venues ici spontanément de Jérusalem, m'adressent la parole : « Pourquoi est-ce que vous êtes ici ? » Je leur ai dit, que nous – tout comme elles – voulons être solidaires avec ceux, qui ne veulent plus s'incliner devant la violence sur les deux côtés.

Une Américaine est émue : « Ça aurait été si important, que des députés du Congrès aussi seraient venus. »

16 heures 30, à Anata

Mais la réalité nous rattrape très vite. Le bâtiment communal de la ville à seulement 100 mètres de distance, où nous voulons discuter avec le maire, n'est pas utilisable. Du gaz lacrymogène, que des soldats israéliens à côté de la manifestation ont employé contre des jeunes palestiniens, sans que nous l'ayons remarqué, a pénétré dans toutes les pièces. Il faut que nous attendions avant les portes ouvertes avant que le gaz n'ait échappé et pendant ce temps vivons une autre leçon. Des soldats lourdement armés, l'un avec un instrument pour relâcher du gaz lacrymogène sur le dos, ratissent la pente entre maison communale et école, et des enfants et des jeunes palestiniens, en partie comme en jouant, en partie pleine de colère et de haine, jettent des pierres sur un char blindé.

A 17 h 15 notre conversation avec le maire Fatah d'Anata peut finalement commencer bien que le gaz puisse encore être senti. Dans la salle d'assemblée de la ville, je vois une affiche d'un kitsch étouffant et macabre de l'assemblée d'hier du Hamas, sur laquelle le chef du Hamas assassiné Sheikh Yassin est porté sur les épaules de martyres armés tandis que d'autres combattants en tirant dans l'air portent le drapeau palestinien vers le soleil. Dans les deux sociétés les objecteurs de conscience sont une minorité. C'est un dilemme horrible. Jonathan, pilote de hélicoptère, l'un de objecteur de conscience, que j'ai appris à connaître il y a un an et demi à Bruxelles me dit : « Si vous en Europe critiquez le mur ou rapportez positivement sur notre initiative, cela est vu avec méfiance en Israël par beaucoup de gens. »

Six heures et demie. Sur la route de retour à Jérusalem

En dépit du vert de printemps général l'on voit aussi du paysage montagneux autour de Jérusalem, que les Palestiniens reçoivent beaucoup moins d'eau que les israéliens. Les arbres et les arbustes fleurissent voluptueusement tout autour des résidences juives étendues, la pauvreté et le manque d'eau aussi sans le mur dessinent une frontière visible vers les villages et les villes palestiniens, dont les habitantes et les habitants en dépit d'autres possibilités aussi déposent leur misérables déchets de consommation sur les collines et dans les vallées. Profondément rouge le coquelicot s'est maintenu entre les sacs de plastique, la ferraille et les bouteilles. Maintenant au soir, les troupeaux de moutons sont poussés dans les écuries étroites à côté des maisons. Le soleil a disparu, et il devient sensiblement plus froid. Derrière un point de contrôle il y nous attend depuis quatre heures cinq hommes palestiniens, que l'armée israélienne n'a pas laissé à la rencontre d'Anata. Nous ne pouvons nous parler que brièvement. Dans l'auberge il y nous attend des femmes de la Commission Internationale des Femmes et Naomi Chazan, l'ancienne vice-présidente de la Knesset.

20 heures, dans l'Hôtel Ambassadeur

J'ai rencontré Naomi Chazan plusieurs fois dans les dernières années, à Bruxelles, à Tel Aviv et à Jérusalem. Elle est une analyste intelligente et rigoureuse et une partenaire fidèle des efforts de paix. Elle ne considère une solution être possible qu'en tant que résultat de négociations, qui devront mener finalement à une Palestine indépendante sur la base des négociations des frontières de 67. Elle rejette conséquemment la définition unilatérale des « frontières finales d'Israël ». 70 des 120 députés dans la nouvelle Knesset seraient pour une fin à l'occupation, mais les conditions concrètes ne laisseraient guère de cause pour optimisme : « Chaque solution unilatérale est un dédain de la souveraineté palestinienne, cela vaut aussi pour le retrait conclu de Gaza. L'ouest et Israël demandent après les élections en Palestine, dont les résultats bien sûr ne me rendent pas heureux, que la Palestine doit maintenant réagir comme un État, pourtant elle n'est pas traitée comme tel. » La présidente de la Commission Internationale des Femmes ajoute : « Hamas recevrais encore plus de voix

maintenant par la politique israélienne et occidentale. La politique déclarée de ces États est dirigé contre le fondamentalisme et le terrorisme mais par son caractère unilatéralement proisraélien elle encourage une tendance contraire. Aussi longtemps que l'ouest n'applique pas les mêmes critères à la politique israélienne et palestinienne et demande d'Israël la réalisation de la Carte de Route, rien ne changera à cela. »

Le 11 avril, 9 heures 15, en route de nouveau à Ramallah

Encore une fois nous passons le mur, qui court ici au milieu de la route. Celui qui voit vraiment ce mur, non seulement une pièce isolée, mais toute sa course humiliante et destructive ainsi que son lien avec les innombrables points de contrôle, barricades et routes interdits ne la reconnaîtra guère plus comme une clôture de sécurité. L'on devrait forcer les ministres étrangers de l'UE et des États-Unis de passer une fois une journée entière à côté du mur autour d'Anata, Qalqiliya et autre part. A moi il ne me passe pas de la tête pour tout le matin une ligne : Est-ce que tu connais le pays, où les murs gris fleurissent...

Sur la route inégale et plein de trous, je griffonne les lignes dans mon carnet de notes :

Est-ce que tu connais le pays où des murs gris fleurissent sur le calcaire
Et le fer barbelé dans des longues ondes bat par les montagnes,
Les pommes aspirent avec leurs fleurs le parfum de lacrymogène,
Et l'espoir est seulement celui d'un rêveur, impossible à sauver.

L'eau court vers le haut à des cités riches,
Comme les hommes, elle se divise d'après les passeports.
Elle ne court pas dans les mauvaises vallées,
C'est là que fleurit la pauvreté et que l'herbe sèche.

Le jouet pour la haine des enfants,
Les milles caillou de chaque mètre de ce pays,
Ils volent désespérés contre les chars blindés,
Ici il n'y a que les armes froides qui restent entiers.

Le coquelicot pousse rouge-rouge entre les ordures de sac à plastiques,
où la misère elle aussi est à la maison trois millions de fois.
Tu n'apprendras pas à connaître ce pays,
Comme tu n'es pas du mauvais côté.

Dix heures, rencontre avec le nouveau porte parole du conseil législatif à Ramallah

C'est une rencontre un peu difficile, car l'UE rejette tout contact avec l'Hamass et ses politiciens. Rien n'est changé dans à cela par le fait, qu'officiellement non pas l'Hamass mais la liste « Changement et Réforme » formée par elle s'était présenté aux élections. En Allemagne, aussi dans mon propre parti, si l'expérience est un guide, personne ne s'intéresserait à mon voyage et aussi à mes appréciations, mais j'ai fait l'expérience assez souvent que de tels détails sont utilisé assez volontairement en cas de besoin, par les uns pour construire de la loyauté avec un peuple opprimé une attitude antiisraélienne ou même anti-Semite, par les ergoteurs au sein même du parti pour cultiver leurs animosités personnelles. Mais nous sommes d'accord que nous voulons cette conversation et que le succès des élections palestiniennes devrait être respecté. Aziz Duaek, le nouveau porte-parole (président) du Parlement palestinien est un Moslem orthodoxe, mais habillé d'une façon élégante et européenne. Il parle l'Anglais. Le signal de son téléphone mobil est un chant religieux. Comme il n'est pas prêt de donner la main à Luisa, le chef de notre délégation, nous les hommes aussi renouons à ce geste. Après qu'il nous ait bienvenus et ait loué notre attitude

conséquence contre l'occupation, il lit un discours préparé, qui se distingue peu de ce que nous avons entendu déjà, par exemple d'Abu Mazen. Israël avait encore renforcé la politique contre les palestiniens ces derniers jours. Les États-Unis aussi et le haut représentant de l'UE, Solana, bien qu'ils parlent beaucoup de démocratie en d'autres occasions, auraient puni le peuple palestinien pour son abstention du vote démocratique. Des voyages dans le pays et à l'étranger auraient été défendus à beaucoup de parlementaires palestiniens. Les palestiniens seraient les gens bien instruits, ils s'auraient décidé consciemment et d'une façon bien informée pour le Hamas. La Carte de route parle d'un État palestinien capable à survivre, mais entre temps l'on ne trouverait guère un kilomètre carré de paysage rattaché pour le construire. La Palestine serait divisée par les murs, les barrières, les points de contrôle et les rues défendus dans 64 enclaves, bantustans etc. Quand nous lui proposèrent quelles étaient les demandes de l'UE pour renonciation à la violence, reconnaissance d'Israël et accords internationaux, il disait : « Nous sommes les victimes de violence, donc nous pouvons pas vouloir de la violence. L'OLP (dans laquelle l'Hamas n'est pas membre) a reconnu Israël. Mais qu'est-ce que cela a apporté dans les quinze dernières années ? Même pas nos droits les plus élémentaires n'ont été respectés, pas 24 de paix, le peuple palestinien a eu depuis ce temps. Et en ce qui concerne la reconnaissance des accords. Cela n'est pas un problème palestinien. Israël ne les reconnaît et ne les respecte pas. Nos gens haïssent des compromis supplémentaires avec Israël, aussi longtemps qu'il n'y ait finalement pas de résultat aussi pour eux. Nous ne voulons pas plus qu'une Palestine indépendante dans les frontières de 1967. » Cela dans mon opinion est une phrase importante. Pour rescaper de cette situation, Aziz nomme deux demandes – respect des membres du Conseil législatif palestinien comme le vrai représentants du peuple palestinien et conversations sérieuses avec le gouvernement palestinien : « Comme nous sommes les représentants démocratiquement élus et légitimes du peuple palestinien, nous pouvons aussi aboutir à une solution, lorsqu'on parle et négocie avec nous. Sinon la région serait encore plus déstabilisée, il y aurait une radicalisation au lieu de démocratisation et souffrance non seulement chez nous, mais par le monde entier, aussi en Europe. Nous ne voulons pas cela, mais ce serait la réalité. » Je sais qu'il a raison avec beaucoup de choses, mais la menace et le rejet du rôle du président également élu des palestiniens, Abu Mazen, et de l'OLP sont apparent.

Luisa lui rapporte du meeting d'hier des « Combattants pour la Paix » et Chris Davis critique, qu'il n'avait pas entendu de proposition pratique de solution. Je dis, que nous sommes naturellement contre les sanctions. Mais aussi la reconnaissance d'Israël par l'Hamas serait déjà en retard. En 1992 j'ai eu la chance de rencontrer Nelson Mandela à Johannesburg. Combien de fois je me suis souvenu, de cet homme et de sa radiance indescriptible qui pourrait me rendre croyant. La meilleure partie de sa vie lui avait été volée par les racistes blancs. Seulement en tant que vieil homme il s'en était libéré. Lui et la population noir de son pays n'avaient pas eu de raison pour faire des compromis, mais uniquement sa capacité à ce faire avaient rendu possible une solution alors. Je raconte cette histoire et pose la question, s'il ne manquait pas justement de cette capacité en Israël et en Palestine.

Sans son manuscrit préparé nous apprenons à connaître un autre Azis Duaek, moins contrôlé, aussi passionné, probablement le vrai et apprenons à sentir que les espoirs pourraient être sans espoir : « Dites-moi une fois, combien de temps a duré le Holocauste contre les juifs ? Trois ans, quatre, six ? Le Holocauste contre les palestiniens dure déjà six décennies. Israël s'est procuré le pouvoir dans la région, bien sûr, et a conclu quelques accords de paix avec des États, qui ne sont pas de vrais accords de pays. Mais il n'a pas été capable de se faire des amis par ici. Nous ne sommes pas bêtes. Israël ne rendrait jamais le territoire de 1967 et ne consentira jamais à un État viable palestinien. L'occupation et la pire forme de l'esclavage. Nous pensons, que les camps de concentration des Nazis pour les juifs sont horribles, mais nous avons ici 64 camps de concentration pour les palestiniens. » Une attaque contre, une

critique d'Israël suit l'autre. Beaucoup d'entre elles à fond rationnel. Toutes prises ensemble et dans cette forme sont un rejet de toute politique réaliste et de la recherche d'une solution commune au profit d'une mobilisation idéologique des palestiniens. Nous contredisons avec véhémence l'équation avec le Holocauste et les camps de concentration des Nazis. La description de la situation inacceptable des palestiniens et des crimes inouïs contre eux n'a pas besoin de telles comparaisons irresponsable. Aziz Duaek régite cyniquement : « Ah, bien, d'accord, nous vivons sous une occupation amicale et dans des camps de concentration sympathiques. » Il ne sert à rien, que nous lui disons encore une fois, qu'il suffit tout à fait de décrire la situation dans les territoires occupés, surtout la situation de gens, de façon concrète. Dr. Mahmoud Rahmadi, encore un membre du Hamas dans le Conseil Législatif palestinien (il a étudié en Italie), qui jusqu'à ce temps a été assis sans rien dire à côté, se sent apparemment obligé de sauter à l'aide à son chef : « Nous sommes uniquement pour la résistance au sein du pays, qui a occupé Israël en 1967, pas en dehors de ces frontières. Pourtant Israël nous menace de représailles et des assassinats ciblés. Nous voulons un État palestinien uniquement dans les frontières de 1967. Ceci doit être reconnu internationalement et par Israël, alors seulement une reconnaissance d'Israël sera possible aussi. Celui que pénalise l'Hamas et sa victoire électorale avec un blocus, ne poussera non seulement le peuple palestinien mais toute la région dans la misère. » Il raconte qu'il aurait voulu voyager il n'y a pas si longtemps sur invitation du Conseil de l'Europe à Strasbourg, mais n'avait pas reçu de visa d'entrée par la France : « Des représentants d'États dictatoriaux peuvent entrer dans l'U. Nous qui avons été élu dans des élections reconnues démocratiques, ne sommes pas permis d'entrer. » Il a raison où il a raison. Les au revoirs sont brefs et froids.

A onze heures trente, dans la même pièce

Notre prochaine rencontre est plus amicale. Nous sommes assis en face du président de la fraction Fatah au Conseil législatif, Azam Al Ahmad, et six députés du Fatah supplémentaires. Mais l'on sent leur perplexité et leur frustration après la défaite aux élections. Azam Al Ahmad est originalement de Janin et appartient aux confidents d'Arafat. Il parle seulement Arabe, il a l'air sec et bureaucratique et en plus parle de manière extensive, avec beaucoup de répétition. En sommaire : « Le résultat électoral est problématique et dangereux pour la Palestine. Mais il faut, que nous l'acceptons. La communauté internationale ne devrait pas punir le peuple palestinien pour cela. Les sanctions sont mauvaises. Elles ne changeront pas le Hamas et ne signifieront que de la misère additionnelle des gens. Nous partons de l'idée de maintenir les bases du Conseil législatif des Palestiniens. Le seul représentant international des Palestiniens est de toute façon, l'OLP. Les accords de l'UE ont été conclus avec elle, non pas avec le Fatah ou l'Hamas. Le quartet international devrait exercer de la pression et regarder l'OLP et non pas le gouvernement comme le partenaire de négociation. Suivant la loi, le président est chef de l'exécutif et donc aussi le partenaire légitime de négociation. » À ma question pour les raisons de la défaite du Fatah, je reçois une réponse à part insignifiante, à part significative. L'on était en train de restructurer le Fatah pour pouvoir réagir plus vite, d'analyser les fautes (Lesquelles ? La corruption massive et l'incapacité de beaucoup de responsable ? Nous n'en entendons rien.) et l'on avait puni quelques politiciens. En plein milieu de ses explications, une femme entre dans la salle, qui est tout de suite chaleureusement embrassée par Luisa. Elle nous est présentée comme directrice d'un centre de films, et Azam al Ahmad sourit pour la première fois : « Elle était dans l'opposition contre nous, mais maintenant elle est de notre côté, car le nouveau ministre de la culture de Hamas avance déjà par la censure contre des artistes et des journalistes, surtout contre les femmes. » La directrice est plus concrète et plus précise que son nouvel ami politique, elle est plus passionnée de toute façon. Les sept hommes n'osent pas de l'interrompre : « Les élections étaient correctes et démocratiques, dans la mesure dans laquelle des élections sous l'occupation peuvent être correctes et démocratiques. Les élections pour Hamas étaient des votes de protestes contre la corruption de l'ancienne administration,

de votes de peur, des votes idéologiques, des votes contre la défaillance humaine d'Israël et de la communauté internationale. Ils étaient aussi destinés comme punition de la communauté internationale pour sa politique équivoque et unilatéralement pro-Israélienne. Le cercle de la violence continue de se renforcer, et nous devons tous payer le prix pour ça. L'Hamas fait l'expérience maintenant pourtant que l'opposition est autre chose, beaucoup plus facile que le gouvernement. Il faut qu'il se tienne au loi, administrer le pays, payer les salaires et encourager le développement. Si l'Hamas ne change pas ses positions, elle contribue à l'unilatéralisme israélien. Notre but doit être une Palestine indépendante dans les frontières de 1967, sans aucune diminution, même pas 10 pourcent de diminution, sinon il n'y aurait pas d'État palestinien. La situation deviendra dramatique, pas dans un avenir distant, pas dans un an, mais dans les prochains deux trois mois.

15 heures, rencontre avec Mustafa Barghouti

Après les conversation au Parlement, nous étions pour 20 minutes dans le centre culturel Al Sakakini centre culturel, dans une vieille maison restaurée soigneusement et authentiquement avec de l'aide japonaise construit de calcaire sculpté de travail à main, qui est dans la propriété du ministère de la culture et qui est maintenant menacé dans son travail, d'autant plus qu'elle est dirigée par une femme. L'idéologie de l'Hamas veut séparer strictement les femmes et les hommes et si possible limiter les femmes à leur rôle dans la famille. De l'alcool ne peut plus être servi, les premières événements ont été censuré. Mais à cause du blocus international, elle ne reçoit plus d'argent de toute façon. Dans la chambre en bas, l'on peut juste admirer une exhibition avec de l'art moderne latino-américain, des peintures réalistes et abstraites, des installations de potos. Moi j'admirais pourtant les beaux anciens planchers, les portes, les escaliers de calcaire et les grilles de fenêtre en fer forgé. Nous primes le déjeuner dans l'ancienne cité animée de Ramallah dans le restaurant d'Angelo, qui avait récemment été attaqué par des activistes du Hamas, qui voulaient protester contre la vente d'alcool et le grand nombre de femmes qui y vont déjeuner seules. Pourtant il y avait assis aux tables voisines beaucoup de femmes et il y avait aussi de la bière, qui est vraiment bon, et même dit sur son étiquette prétend même être la meilleure bière au Proche Orient (« Bière la plus fine du Proche Orient ») et d'avoir être brassée d'après la meilleure tradition allemande.

J'avais aussi déjà rencontré Mustafa Barghouti lors de visites plus récentes. Lors des élections présidentielles de 2005, le médecin libéral avait reçu comme candidat indépendant contre Abu Mazen tout de même 20 pourcents des voix et avec son groupe Initiative Nationale Palestinienne avait réussi aussi l'entrée au Parlement. Il est plus confiant que nos autres partenaires de conversation, peut-être, parce qu'il a depuis longtemps l'habitude de lutter, aussi contre la direction corrompue du Fatah. En distinction de la plupart des leaders du Fatah il a grandi en Palestine, mais a étudié en Europe et appartient à la couche moyenne et intellectuelle. Les chefs du Fatah par contre viennent pour leur plupart de pauvres familles de réfugiés et des camps des Fedyahedin. L'armée israélienne il y trois ans avait sans raison et restreinte détruite le centre de santé de Mustafa Barghouti lors de son entrée à Ramallah il y a trois ans et demi, mais il n'a jamais abandonné. Quand le président Hamas du Conseil législatif avait parlé de la bonne éducation des palestinien, cela avait été horrible, il disait, car les déficits d'éducation étaient horribles. Mais il y exista en Palestine un processus irréversibles vers la démocratie, le pluralisme et un système démocratique à plusieurs partis. Pour la première fois, il y avait eu des vraies élections démocratiques au Parlement. Sans démocratie des deux côtés, une paix durable serait impossible. Pourtant la victoire électorale du Hamas était dangereuse. Israël et la communauté internationale l'employaient contre les palestiniens, n'exercèrent que de la pression sur eux et ignoraient en même temps la politique d'Apartheid d'Olmert et les bombardement barbares israélienne de la bande de Gaza. Israël voulait provoquer une réaction armée des Palestiniens. La Carte de Route était morte, ce qui était nécessaire pourtant, c'était une conférence internationale de paix. Les intentions

d'Olmert résulteraient dans une division en trois et même en quatre des territoires palestiniens, le vol de grandes parties du West Bank, la vallée du Jourdan inclus. A la fin de son discours finalement rien n'est resté après tout de l'optimisme initial. Il accuse amèrement la communauté internationale, qui selon lui pousse le peuple palestinien dans une guerre civile et se sentirait alors justifiée dans son attitude antipalestinienne et antiarabe : « Je ne comprend pas pourquoi l'Europe reste silencieux au sujet du mur. Qu'est-ce qui est la différence à une prison ? Dans une prison aussi le prisonnier peut utiliser sa cellule et sa salle à bain. Pour Israël il est plus facile de nous avoir dans une prison entre les murs, que de nous occuper encore une fois directement. Nous payons même notre stage en prison nous même. »

Peu après 4 heures

Il est devenu froid pendant cette heure, le soleil est déjà disparu encore une fois derrière les nuages bas et lourd. Nous retournons à Jérusalem. Les prochaines rencontres attendent déjà. Le centre de la ville est plein de gens lors de notre départ. Pourtant il m'est difficile d'imaginer comment les centaines de marchands de rues, les propriétaires de la multitude de bistros et de magasins peuvent vivre. Des montagnes de fraises, de pêches, de légumes, de fines herbes sont étalées sur des charrettes à main. Je ne vois guère de clients. Nous achetons encore une fois des fraises et les mangent sans les avoir lavés.

Au point de contrôle vers Jérusalem de l'Est, une soldate demande souriante dans notre bus : « Comment vous allez ? » Luisa, qui est assise devant, donne la réponse correcte. « Mal, très mal. Nous avons vu le mur. Dans une brochure de l'organisation des droits de l'homme, B'TSELEM, du centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires occupé » une des milliers de tragédies quotidiennes de palestiniens est documentées : « Le 26 février 2002, Samar Hamdoun a du aller à une examen médical. Son époux, Iyad, appela une ambulance pour l'amener dans l'hôpital. L'ambulance est venue au point de contrôle de leur village Beit Furik, mais les soldats ne la laissèrent pas passer. Samar et Iyad alors prirent un taxi pour aller jusqu'à l'ambulance. Quand ils étaient à 150 mètres du point de contrôle, les soldats leur demandèrent de retourner. Par peur que les soldats allaient tirer, s'ils allaient continuer, le taxi retourna et pris un long détour par des chemins non- renforcés pour atteindre l'hôpital de Nablus. En route Samar commença à saigner et perdit la conscience. Ce qui avait était envisagé comme un trajet de dix minutes devint un voyage de quatre heures. Lorsque Samar arriva dans l'hôpital de Rafidiya, le fœtus était mort à cause d'un placenta éclaté. »

19 heures dans le Hôtel Ambassadeur

Bien sûr nous étions beaucoup plus tard. De la discussion avec des députés israélien de la Knesset du parti de Kadina et du Travail nous n'entendîmes que les conclusions : Il serait mieux si Israël se retirerait volontairement des territoires occupés et déterminerait ses frontières finales au lieu de n'avoir pas de solution du tout.

Maintenant nous sommes assis avec Ravia Laham et d'autres du Centre Mossawa pour les habitants arabes d'Israël, dont une allemande et une belge, qui est employée de la Commission de l'UE, qui s'est pourtant fait libérer de cette tâche pour une année. Les Arabes israéliens ont la citoyenneté d'Israël, ils élisent et sont élu (14 des 120 membres de la Knesset sont des Arabes), ils paient des taxes. Mais ils sont multiplement discriminés et le leader du parti « Notre Israël », Liebermann, a à plusieurs reprises demandé qu'ils soient expulsés et qu'ils perdent leur nationalité.

Le 12 avril, tôt le matin

Je n'avais pu utiliser mon lit d'hôtel que deux heures cette nuit. Le taxi pour l'aéroport était prêt à deux heures du matin. Volontiers j'emmènerais une fois le petit auteur du journal « Neues Deutschland » en voyage en Palestine, en Iraq, dans le Shebergan au Nord de

l'Afghanistan ou au Kosovo, qui m'a dénoncé moi et les autres critiques de violations de droits de l'homme au Cuba comme des gens qui n'étaient plus à la maison que sur des grands aéroport de luxe et qui ne savaient plus d'où ils venaient et par qui ils avaient été élus. Mais une compagne si visqueuse ne ferait qu'accroître mes difficultés. Les contrôles de sécurité sur l'aéroport de Tel Aviv sont pénétrants à un point que j'en ai peur de toute façon longtemps avant chaque voyage en Israël. Il est maintenant trois heures trente. Nous sommes debout à l'aube hésitant depuis vingt minutes au premier passage (« Votre première ligne de défense » est écrit sur un transparent), quelques trois kilomètres du terminale. Mon taxi a un numéro de l'Est de Jérusalem, le chauffeur est Palestinien. Nous éveillons du soupçon. Je veux étendre mes jambes. Un poste me recommande sévèrement dans une tente.

Cinq heures trente

Je suis assis dans l'avion. Nous étions permis de continuer après une conversation un peu plus longue entre le chauffeur et les gens de la sécurité, que je ne compris pas, et à l'aéroport, les choses allaient à cette fois-ci même vite à surprendre. Devant la fenêtre, je voyais un avertissement géant sur la pelouse à côté de la bande à démarrage : « Nokia. Connecting people. » Si cela fonctionnait surtout aussi entre l'Israël et la Palestine...

Traduit par Carla Krüger, le 27 septembre 2006